

**“DELTALUX S.A.”**

Société anonyme

Siège social : 4, rue Valentin Simon

L-2559 Luxembourg

(Grand-Duché de Luxembourg)

R.C.S. Luxembourg B 106885

**NUMERO 4891/2017**

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE - MODIFICATION  
ET REFONTE DES STATUTS DU 9 JANVIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le neuvième jour du mois de janvier;

Pardevant Nous Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée ;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire (l'“**Assemblée**”) des actionnaires de “**DELTALUX S.A.**”, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2559 Luxembourg, 4, rue Valentin Simon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 106885, (la “**Société**”), constituée suivant acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom **METZLER**, notaire alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 11 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 740 du 26 juillet 2005,

et dont les statuts (les “**Statuts**”) n'ont plus été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est présidée par Madame Virginie **PIERRU**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian **DOSTERT**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

**ORDRE DU JOUR**

**1. Transfert du siège social à L-1724 Luxembourg, 3a, boulevard Prince Henri;**

**2. Changement de la dénomination sociale en “3X CORP”;**

**3. Modification de l'objet social afin de lui donner la teneur suivante:**

**“La Société a pour objet l’acquisition et la gestion d’un patrimoine immobilier et mobilier pour compte propre ou pour compte de tiers tant au Grand-Duché de Luxembourg qu’à l’étranger ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cette activité et de nature à favoriser le rapport des immeubles que la société possède comme l’entretien, le développement, l’embellissement et la location de ces biens, sans prendre la qualité d’agence immobilière.**

**Elle a en outre pour objet la participation à toutes entreprises, groupements d’intérêt économique ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement, à l’objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises, groupements ou sociétés dont l’objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l’objet social, et ce par tous moyens, notamment par voie d’apports, de souscription ou d’achat d’actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de sociétés en participation, de groupements, d’alliance ou de commandite.**

**Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d’autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.**

**La Société peut s’intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.**

**D'une façon générale, la Société pourra faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.”**

**4. Ajout dans les statuts de dispositions relatives à l’indivisibilité des actions;**

**5. Modification du régime de signature statutaire des administrateurs, en y insérant l’engagement de la Société par des catégories**

**d'administrateurs;**

**6. Insertion dans les statuts de la possibilité de procéder à l'amortissement du capital par l'émission d'actions de jouissance conformément à l'article 69-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;**

**7. Refonte complète des statuts afin de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;**

**8. Constatation que les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes sont venus à échéance;**

**9. Nomination d'un nouveau conseil d'administration, détermination de la durée des mandats et des catégories d'administrateurs des nouveaux membres;**

**10. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes et détermination de la durée de son mandat; et**

**11. Divers.**

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre des actions possédées par chacun d'eux, sont portées sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "*ne varietur*" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes :

**PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée décide:

- de transférer, avec effet immédiat, le siège social à L-1724 Luxembourg, 3a, boulevard Prince Henri;
- de changer la dénomination sociale en **“3X CORP”**; et
- de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme ci-avant reproduite sous le point 3) de l'ordre du jour.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée décide d'insérer dans les Statuts les dispositions suivantes relatives à l'indivisibilité des actions:

*“Les actions sont indivisibles à l’égard de la Société qui ne reconnaît qu’un unique propriétaire pour chacune d’elles. Les copropriétaires indivis des actions sont tenus d’être représentés auprès de la Société par une seule et même personne. En cas de démembrement de la propriété des actions le droit de vote et aux dividendes est exclusivement réservé à l’usufruitier.”*

#### **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée décide d'insérer dans les Statuts la possibilité de diviser les membres du conseil d'administration en deux (2) catégories de modifier subséquemment le régime de signature statutaire des administrateurs comme suit:

*“La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.*

*Lorsque le conseil d’administration est composé d’un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.*

*En cas d’administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d’un administrateur de catégorie A et d’un administrateur de catégorie B.*

*La seule signature d'un administrateur de catégorie B est toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques et les prestataires de services ainsi que dans le cadre de la gestion courante de la Société jusqu’à hauteur de cinq mille euros (5.000,- EUR).”*

#### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée décide d'insérer dans les statuts la possibilité de procéder à l'amortissement du capital par l'émission d'actions de jouissance conformément à

l'article 69-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'article y relatif aura la teneur suivante:

*“Conformément à l'article 69-1 de la Loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale peut décider de procéder à l'amortissement du capital souscrit par le remboursement au pair des actions désignées par tirage au sort.*

*Les actions amorties sont remplacées par des actions de jouissance, qui conservent les mêmes droits dans la société, à l'exclusion du droit au remboursement de l'apport ainsi que du droit de participation à un premier dividende perçu sur des actions non amorties. La partie du bénéfice affectée à l'amortissement du capital et le montant du premier dividende sur des actions non amorties sont déterminés à l'article qui règle la répartition du bénéfice.”*

### **CINQUIEME RESOLUTION**

Afin de refléter ce qui précède et en vue de mettre les Statuts en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'Assemblée décide de procéder à une refonte complète des Statuts.

Lesdits **STATUTS** auront désormais la teneur suivante:

#### **I. NOM – DUREE – OBJET - SIEGE SOCIAL**

**Article 1.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de “**3X CORP S.A.**”, (la “**Société**”), régie par les présents statuts (les “**Statuts**”) ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “**Loi**”).

**Article 2.** La durée de la Société est illimitée.

**Article 3.** La Société a pour objet l'acquisition et la gestion d'un patrimoine immobilier et mobilier pour compte propre ou pour compte de tiers tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cette activité et de nature à favoriser le rapport des immeubles que la société possède comme l'entretien, le développement, l'embellissement et la location de ces biens, sans prendre la qualité d'agence immobilière.

Elle a en outre pour objet la participation à toutes entreprises, groupements d'intérêt économique ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises, groupements ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet

social, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apports, de souscription ou d'achat d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de sociétés en participation, de groupements, d'alliance ou de commandite.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

D'une façon générale, la Société pourra faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

**Article 4.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

En conformité avec l'alinéa 2 de l'article 67-1 (1) de la Loi, l'administrateur unique ou le conseil d'administration est autorisé à transférer le siège social en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg et à effectuer les modifications subséquentes des Statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce

transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

## **II. CAPITAL SOCIAL - ACTIONS**

**Article 5.** Le capital souscrit de la Société est fixé à **trente et un mille euros (EUR 31.000,-)**, représenté par **mille (1.000)** actions d'une valeur nominale de **trente et un euros (EUR 31,-)** chacune, entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

En plus du capital social, le ou les actionnaire(s) de la Société pourront décider de créer un compte de prime d'émission. Toute prime versée sur les actions en plus de leur valeur nominale devra être transférée sur ce compte de prime d'émission. La Société pourra utiliser ces fonds du compte de prime d'émission pour racheter ses propres actions aux Actionnaires, compenser des pertes nettes réalisées, effectuer des distributions aux Actionnaires ou allouer des fonds à la réserve légale.

En plus du capital social et du compte de prime d'émission, la Société pourra créer un compte d'“apport en capitaux propres non rémunéré par des titres” (compte 115), auquel elle attribuera toute contribution à son capital qui ne donnerait pas lieu à une émission de nouvelles actions rémunérant l'apport en question.

**Article 6.** Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur.

Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

Tous les certificats au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant dans le délai de trente (30) jours ouvrables. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1<sup>er</sup>, 3), d) de la Loi.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès de dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription dans le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut lui être délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis endéans trente (30) jours.

Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard de dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Les actions au porteur ne se trouvant pas en dépôt ou n'étant pas valablement inscrites dans le registre des actions au porteur, verront leurs droits suspendus.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un



unique propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis des actions sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne. En cas de démembrement de la propriété des actions le droit de vote et aux dividendes est exclusivement réservé à l'usufruitier.

### **III. ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES**

#### **DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE**

**Article 7.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration ou, dans le cas d'un administrateur unique, par ce dernier. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

**Article 8.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit chaque année le 2<sup>ème</sup> jour du mois de mai à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, étant précisé que le conseil d'administration, ou l'administrateur unique selon le cas, pourra, le cas échéant, convoquer ladite assemblée générale à une date antérieure.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heure et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de

télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le “**Formulaire**”) envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du Formulaire;
- h) la signature du Formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: “A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le Formulaire est nul.”

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le Formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le Formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le Formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le Formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-

verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

**Article 9.** Conformément à l'article 69-1 de la Loi, l'assemblée générale peut décider de procéder à l'amortissement du capital souscrit par le remboursement au pair des actions désignées par tirage au sort.

Les actions amorties sont remplacées par des actions de jouissance, qui conservent les mêmes droits dans la Société, à l'exclusion du droit au remboursement de l'apport ainsi que du droit de participation à un premier dividende perçu sur des actions non amorties. La partie du bénéfice affectée à l'amortissement du capital et le montant du premier dividende sur des actions non amorties sont déterminés à l'article qui règle la répartition du bénéfice.

#### **IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Article 10.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

En cas de pluralité d'administrateurs, l'assemblée générale des actionnaires peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (administrateurs de catégorie A et administrateurs de catégorie B).

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

**Article 11.** Le conseil d'administration pourra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence *pro tempore* de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Article 12.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

**Article 13.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de ce dernier. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil ou, dans le cas d'un administrateur unique, à ce dernier l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

**Article 14.** La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B.

La seule signature d'un administrateur de catégorie B est toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques et les prestataires de services ainsi que dans le cadre de la gestion courante de la Société jusqu'à hauteur de cinq mille euros (5.000,- EUR).

## **V. SURVEILLANCE DE LA SOCIETE**

**Article 15.** Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

## **VI. EXERCICE SOCIAL - BILAN**

**Article 16.** L'année sociale commence le premier juillet de chaque année et se termine le trente juin de l'année suivante.

**Article 17.** Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration ou, dans le cas d'un administrateur unique, de ce dernier, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration ou, dans le cas d'un administrateur unique, ce

dernier peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

## **VII. LIQUIDATION**

**Article 18.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

## **VIII. MODIFICATION DES STATUTS**

**Article 19.** Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

## **IX. DISPOSITIONS FINALES - LOI APPLICABLE**

**Article 20.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

## **SIXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée constate que les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes sont venus à échéance et décide, pour autant que de besoin, d'accepter leurs démissions et de leur donner, par vote spécial, décharge pleine et entière pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

## **SEPTIEME RESOLUTION**

L'Assemblée procède à la nomination du nouveau conseil d'administration, lequel se composera dorénavant comme suit:

- Monsieur Joeri **STEEMAN**, expert-comptable, né à Wilrijk (Belgique), le 11 juin 1966, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3a, boulevard du Prince Henri, **administrateur de catégorie A**;
- Monsieur Frédéric **MONCEAU**, expert-comptable, né à Metz (France), le 23 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3a, boulevard du Prince Henri, **administrateur de catégorie B**; et

• Monsieur Karl **LOUARN**, expert-comptable, né à Firminy (France), le 7 avril 1971, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3a, boulevard du Prince Henri, **administrateur de catégorie B**.

Les mandats des administrateurs ainsi nommés prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2022.

#### **HUITIEME RESOLUTION**

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Régis **PIVA**, comptable, né à Thionville (France), le 9 juillet 1978, demeurant professionnellement au 3a, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, comme nouveau commissaire aux comptes, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2022.

*Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.*

#### **FRAIS**

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille trois cents euros.

**DONT ACTE**, le présent acte a été passé à Redange-sur-Attert, en l'Etude de la notaire soussignée, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

**Signé : V. PIERRU, C. DOSTERT, D. KOLBACH**

Enregistré à Diekirch A.C., le 09 janvier 2017

Relation : DAC/2017/262

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (signé) Carlo RODENBOUR

---

#### **POUR EXPEDITION CONFORME**

Délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 13 janvier 2017